

PAR COURRIEL [REDACTED]

Montréal, le 26 août 2024

[REDACTED]

Objet : Votre demande d'accès à l'information du 5 août 2024 (réf : Divers documents concernant le transfert d'une propriété située au Lac Fabien et [REDACTED])
N/D : 1-210-867

[REDACTED]

Nous faisons suite à votre demande d'accès, formulée en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ c.A-2.1), ci-après la (« **Loi sur l'accès** »), reçue par courriel le 5 août 2024 dont copie est jointe en annexe et à notre accusé de réception daté du 9 août 2024.

Nous avons finalisé les recherches afférentes à votre demande et retracé les documents qu'elle vise. Tout d'abord, relativement au premier aspect de votre demande, concernant des documents (procès-verbal et notes internes des géologues et ingénieurs géologues) qui auraient motivé l'abandon de la propriété du Lac Fabien, ceux-ci ne peuvent vous être partagés puisqu'ils contiennent en substance des renseignements commerciaux confidentiels pour SOQUEM, ainsi que des avis et des recommandations confidentiels. Nous invoquons au soutien de notre position, comme applicables en l'espèce, les articles 21 à 24, 27, 35 et 37 de la Loi sur l'accès.

D'autre part, sachez que certaines informations visées par votre demande sont de nature publique et se retrouvent sur la plateforme *SIGÉOM* du Ministère des Ressources naturelles et Forêts. Plus particulièrement, nous attirons votre attention sur le *Rapport d'exploration étés 2021, 2022, projet Lac Fabien (1419)*¹, dont une copie est accessible en cliquant sur le lien suivant : [Rapport d'exploration étés 2021, 2022, projet Lac Fabien \(1419\) \(gouv.qc.ca\)](http://gouv.qc.ca/Rapport-d-exploration-etés-2021-2022-projet-Lac-Fabien-1419)

Quant au deuxième aspect de votre demande, concernant l'entente d'option, il s'avère que nous ne pouvons vous partager ce document, car celui-ci contient en substance des renseignements financiers et commerciaux confidentiels pour SOQUEM et des tiers. Nous invoquons au soutien de notre position, comme applicables en l'espèce, les articles 14, 21 à 24 et 27 de la Loi sur l'accès.

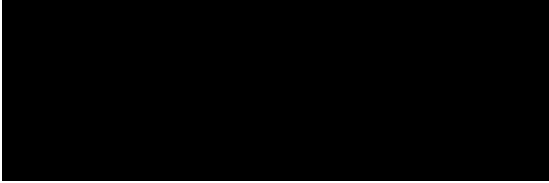
En terminant, si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission d'accès à l'information. À cet effet, vous trouverez en annexe l'avis concernant ce recours.

.../2

¹ Feuilles SNRC 31P/09 et 31P/16

Nous vous prions d'agréer, [REDACTED] l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le responsable substitut de l'accès aux documents pour Investissement Québec et ses filiales,



Hugo Janelle-Poisson
Conseiller juridique, Direction principale, affaires juridiques et conformité

p.j. : Votre demande du 5 août 2024, Références législatives et Avis de recours

L'abandon de la propriété lac Fabien par la S.O.Q.U.E.M. (S.N.R.C. 31P/16) au nord de la ville de La Tuque en ...

 Répondre  Répondre à tous  Transférer  ...

lun. 2024-08-05 17:07

le lundi 5 août 2024.

Investissement Qc-SOQUEM Inc
Danielle Vivier
Direction de l'accès à l'information
1001 boul Robert-Bourassa, bureau 1000
Montréal, Québec H3B-4L4
Tél:1-514-873-2068 extension "0"
Sans frais: 866-870-0437
Télécopieur: 514-873-9917

Objet: [Demande d'accès à des documents.](#)

Mme Danielle Vivier

En vertu de l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, je désire recevoir le ou les document (s) suivant (s):

D1-Qu'elles ont été les documents (le procès-verbal) et les notes internes des géologues (et ingénieur géologue) de la S.O.Q.U.E.M. qui ont motivé l'abandon de la propriété du lac Fabien (S.N.R.C. 31P/16-Z.E.C. Kiskissink), détenue par [REDACTED]

[REDACTED] le 14 novembre 2023 (voir l'acte de transfert en pièce jointe);

D2-L'entente d'option entre la S.O.Q.U.E.M. et [REDACTED]
[REDACTED] relié à la propriété lac Fabien (S.N.R.C. 31P/16);

Après consultation des informations disponibles de nature public, je n'ai pas trouvé cette information à l'exception de communiqué de presse qui donnait des informations très générales (référence: le communiqué de presse du 22 mars 2021 de la S.O.Q.U.E.M. en pièce jointe).

Veuillez agréer, Mme Danielle Vivier, mes salutations distinguées.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES

chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public. Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

14. Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

21. Un organisme public peut refuser de confirmer l'existence ou de donner communication d'un renseignement dont la divulgation aurait pour effet de révéler un emprunt, un projet d'emprunt, une transaction ou un projet de transaction relatifs à des biens, des services ou des travaux, un projet de tarification, un projet d'imposition d'une taxe ou d'une redevance ou de modification d'une taxe ou d'une redevance, lorsque, vraisemblablement, une telle divulgation:

1° procurerait un avantage indu à une personne ou lui causerait un préjudice sérieux; ou

2° porterait sérieusement atteinte aux intérêts économiques de l'organisme public ou de la collectivité à l'égard de laquelle il est compétent.

22. Un organisme public peut refuser de communiquer un secret industriel qui lui appartient.

Il peut également refuser de communiquer un autre renseignement industriel ou un renseignement financier, commercial, scientifique ou technique lui appartenant et dont la divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à l'organisme ou de procurer un avantage appréciable à une autre personne.

Un organisme public constitué à des fins industrielles, commerciales ou de gestion financière peut aussi refuser de communiquer un tel renseignement lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement de nuire de façon substantielle à sa compétitivité ou de révéler un projet d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds ou une stratégie d'emprunt, de placement, de gestion de dette ou de gestion de fonds.

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

27. Un organisme public peut refuser de communiquer un renseignement dont la divulgation aurait vraisemblablement pour effet de révéler un mandat ou une stratégie de négociation de convention collective ou de contrat, pendant huit ans à compter du début de la négociation.

Il peut également refuser de communiquer, pendant dix ans à compter de sa date, une étude préparée en vue de l'imposition d'une taxe, d'un tarif ou d'une redevance.

31. Un organisme public peut refuser de communiquer une opinion juridique portant sur l'application du droit à un cas particulier ou sur la constitutionnalité ou la validité d'un texte législatif ou réglementaire, d'une version préliminaire ou d'un projet de texte législatif ou réglementaire.

48. Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas.

Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

56. Le nom d'une personne physique n'est pas un renseignement personnel, sauf lorsqu'il est mentionné avec un autre renseignement la concernant ou lorsque sa seule mention révélerait un renseignement personnel concernant cette personne.

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit. Elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	Bureau 2.36 525, boulevard René—Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Sans frais 1 888 528-7741	Télécopieur : 418 529-3102
Montréal	Bureau 900 2045, rue Stanley Montréal (Québec) H3A 2V4	Tél. : 514 873-4196 Sans frais 1 888 528-7741	Télécopieur : 514 844-6170
Courriel	cai.communications@cai.gouv.qc.ca		

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).